



Distr.
LIMITEE
T/L.1138
13 juin 1968
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1333ème séance, le 5 juin 1968, le Conseil de tutelle a constitué un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qu'il a chargé de proposer, en se fondant sur les discussions qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations concernant le chapitre relatif à la situation dans ce Territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu quatre séances. Il a bénéficié du concours d'un représentant de l'Autorité administrante.
3. A la lumière des discussions générales qui ont eu lieu au Conseil sur la situation dans le Territoire, le Comité a élaboré un certain nombre de conclusions et de recommandations qu'il juge refléter les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont exposées dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle de se fonder sur le document de travail révisé concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1136 et Add.1 et Add.1/Corr.1 et 2) pour rédiger le chapitre sur la situation dans ce Territoire qui doit être inclus dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande aussi au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe ci-jointe et de les incorporer à la fin de chaque section ou sous-section appropriée dudit chapitre.

ANNEXE

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

I. GENERALITES

Demandes d'indemnisation pour dommages de guerre

1. Le Conseil de tutelle, rappelant les recommandations qu'il a faites précédemment sur l'importante question du règlement de la question des demandes d'indemnisation présentées par des Micronésiens contre le Japon pour les dommages causés pendant la deuxième guerre mondiale, prend note de la déclaration du représentant des Etats-Unis, selon laquelle son gouvernement avait soumis au Gouvernement japonais des propositions concrètes prévoyant un règlement commun de la question des réclamations, et selon laquelle les deux gouvernements avaient l'intention de s'efforcer par tous les moyens de résoudre la question. Le Conseil, renouvelant sa suggestion d'étudier la possibilité de faire appel aux bons offices du Secrétaire général pour régler promptement ces demandes d'indemnisation, invite instamment l'Autorité administrante à continuer de faire tout en son pouvoir pour parvenir à régler cette question dans les plus brefs délais, et exprime à nouveau l'espoir que l'on aura abouti à un règlement définitif avant sa prochaine session.
2. Le Conseil note une fois de plus que les demandes d'indemnisation présentées contre les Etats-Unis n'ont encore donné lieu à aucun règlement mais que les bureaux créés pour s'occuper de ces questions dans les services de l'Attorney General sont en train d'évaluer les demandes qui ont été présentées et que l'on a fixé au 15 septembre 1968 la date limite pour l'admission des réclamations. Le Conseil prie à nouveau instamment l'Autorité administrante de s'efforcer de résoudre ce problème sans tarder.

Litiges fonciers

3. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que le Congrès de la Micronésie a adopté une loi portant création d'un bureau du cadastre et que neuf Micronésiens qualifiés ont été admis à la qualité d'agent du cadastre en vertu des dispositions

de cette loi. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts en vue de créer des commissions foncières dans chaque district et exprime l'espoir que ces nouvelles mesures accéléreront le règlement des litiges fonciers entre Micronésiens et des litiges analogues qui opposent des Micronésiens à l'Autorité administrante.

II. PROGRES POLITIQUE

Généralités

4. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction l'importance du rôle que joue le Congrès de la Micronésie; une indication en est fournie par le volume accru de la législation qu'il a adoptée à sa troisième session, à l'occasion de laquelle sur les 160 projets de loi présentés, 41 ont été adoptés, dont 34 ont été signés et sont devenus lois. Le Conseil est heureux de constater que le Congrès continue à manifester son intérêt pour le progrès politique du Territoire et à jouer un rôle actif dans ce domaine, comme le montre la création de la Status Commission du Congrès de la Micronésie. Le Conseil est également heureux de noter qu'à la suite de la pétition présentée l'année dernière par le Congrès de la Micronésie, le Président des Etats-Unis a proposé au Congrès des Etats-Unis de créer une Status Commission pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Tout en se félicitant de ce progrès, le Conseil persiste à penser qu'il faudrait assurer aux Micronésiens un progrès parallèle en ce qui concerne le pouvoir exécutif.

Création d'organes représentatifs, exécutifs et législatifs et expansion de leurs pouvoirs

Congrès de la Micronésie

5. Le Conseil de tutelle, soucieux de voir le Congrès de la Micronésie jouer un plus grand rôle dans l'administration du Territoire, rappelle ses recommandations antérieures sur la nécessité, pour le Congrès, de tenir des sessions plus longues et plus fréquentes. Compte tenu du fait qu'après les prochaines élections, les fonctionnaires d'administration des catégories supérieures seront tenus de choisir entre une carrière législative et une carrière administrative, le Conseil rappelle les recommandations qu'il a formulées à l'effet d'assurer la rémunération à plein temps des membres du Congrès. Le Conseil prend note avec satisfaction de la déclaration du Représentant spécial selon laquelle l'Administration envisage activement diverses solutions possibles à ces problèmes.

Droit de vote et pouvoirs du Congrès

6. Le Conseil de tutelle réaffirme ses conclusions antérieures selon lesquelles pour que le Congrès soit le porte-parole et l'instrument efficace des vœux des Micronésiens, il doit être doté de pouvoirs législatifs étendus et clairement définis et disposer de moyens lui permettant de les exercer. En ce qui concerne les finances publiques, le Conseil prend note des faits nouveaux suivants : a) la participation de deux représentants désignés par le Congrès de la Micronésie aux présentations du budget au Congrès des Etats-Unis et b) l'engagement pris par l'Administration, en prévision de la quatrième session du Congrès de la Micronésie, de préparer un projet préliminaire de budget en temps utile pour l'ouverture de la session du Congrès, voire même avant cette date, ce qui permettrait aux commissions du Congrès d'étudier le budget à l'avance.

7. Néanmoins, plus de 95 p. 100 du budget central du Territoire sous tutelle sont alimentés par des subventions votées par le Congrès des Etats-Unis sur l'utilisation desquelles le Congrès de la Micronésie n'a aucun pouvoir, si bien qu'il n'exerce pas de contrôle financier réel sur la majeure partie des activités publiques. Le Conseil exprime donc à nouveau l'espoir que des mesures seront bientôt prises pour élargir les attributions financières du Congrès en étendant progressivement ses pouvoirs de manière qu'ils englobent l'affectation des crédits alimentés par les subventions des Etats-Unis.

Pouvoir exécutif

8. Le Conseil de tutelle note avec inquiétude qu'aucun Micronésien n'a encore accédé aux échelons supérieurs du pouvoir exécutif central et réaffirme sa conviction que les Micronésiens devraient acquérir rapidement une expérience dans l'élaboration des politiques et l'exercice des responsabilités politiques au niveau ministériel. Le Conseil se félicite de la désignation par le Haut Commissaire d'un fonctionnaire micronésien au poste d'Assistant spécial chargé de la coordination des ministères. Le Conseil prend acte du fait que l'Autorité administrante a continué à appliquer sa politique consistant à inviter de hauts fonctionnaires micronésiens à participer aux délibérations ministérielles, mais réaffirme que de nouvelles mesures devraient être prises d'urgence en vue d'assurer une plus grande participation des

Micronésiens aux décisions ministérielles. Le Conseil appelle à nouveau l'attention de l'Autorité administrante sur les recommandations de la Mission de visite de 1967 tendant à la micronisation du Cabinet grâce à la désignation à des fonctions ministérielles de membres du Congrès ou de la fonction publique.

Fonction publique : formation et accès des Micronésiens à des postes administratifs supérieurs

9. Le Conseil de tutelle note que l'Administration a déclaré que le but recherché était de former des Micronésiens en vue de leur permettre d'occuper tous les postes de la fonction publique et il se félicite des indications données par le Représentant spécial quant à la priorité qui est donnée à cette formation. Cependant, bien qu'un plus grand nombre de Micronésiens aient été désignés à des postes administratifs supérieurs, le Conseil note qu'aucun Micronésien n'a encore été chargé de diriger un département. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre son programme d'enseignement et de formation à la fonction publique.

10. Le Conseil note également qu'un nombre important de postes de la fonction publique sont actuellement vacants et il demande instamment à l'Autorité administrante d'intensifier ses efforts pour les pourvoir en faisant appel à des fonctionnaires spécialisés.

Peace Corps

11. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction la contribution importante que le Peace Corps apporte aux programmes économiques et sociaux du Territoire ainsi que la décision de l'Autorité administrante de former les volontaires dans les districts où ils seront appelés à travailler.

III. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

12. Le Conseil de tutelle est heureux de noter les mesures qu'a prise l'Autorité administrante à la suite du rapport Nathan et dont les plus importantes sont les suivantes : a) création au Département des ressources et du développement d'une Division du développement économique et nomination d'un spécialiste expérimenté du développement économique chargé de donner des avis sur l'établissement d'un programme économique à long terme, b) préparation en consultation étroite avec

la population locale, par l'intermédiaire des commissions de planification locales, de plans directeurs pour la mise en valeur et l'utilisation des terres dans chaque district.

13. Le Conseil exprime l'espoir que les sommes dont dispose le Fonds de prêts au développement économique seront sensiblement augmentées conformément aux prévisions. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'assurer la viabilité économique du territoire.

Finances publiques : accroissement des ressources publiques

14. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que les fonds que fournit l'Autorité administrante continuent d'augmenter et exprime l'espoir que des crédits seront alloués pour une période portant sur plusieurs années afin d'assurer la plus grande souplesse possible aux plans de développement économique du Territoire. Le Conseil se félicite de la décision de nommer un spécialiste des questions fiscales qui sera chargé de réexaminer le système de perception des impôts et d'en accroître l'efficacité. Le Conseil réitère sa recommandation tendant à ce que le Congrès de la Micronésie envisage d'adopter un système actuel d'imposition directe appropriée qui serait applicable à tous les habitants du Territoire. Afin d'augmenter les sommes dont dispose le Congrès de la Micronésie, le Conseil recommande également que ses dépenses d'administration soient couvertes à l'aide de crédits ouverts par le Congrès des Etats-Unis.

Agriculture et élevage

15. Le Conseil de tutelle répète qu'à son avis il faut, dans les programmes de développement, accorder un rang de priorité élevé à l'agriculture. Le Conseil se félicite donc des efforts accomplis par l'Autorité administrante pour diversifier la production agricole en insistant particulièrement sur les produits qui peuvent être exportés. Toutefois, le Conseil note que les exportations de coprah ont diminué, comme l'indiquent les statistiques contenues dans le rapport de l'Autorité administrante, et invite instamment l'Autorité administrante à prendre toutes les mesures possibles pour remédier à cette situation.

Pêcheries

16. Le Conseil de tutelle, réaffirmant ses recommandations précédentes concernant le potentiel très important que représente l'industrie de la pêche dans le Territoire, est heureux de noter les faits nouveaux survenus dans ce domaine :

a) les mesures prises par l'Autorité administrante pour développer et améliorer l'industrie de la pêche et stimuler l'intérêt des Micronésiens pour cette industrie et les y faire participer davantage; b) l'enquête que l'on fait actuellement dans la région de Truk à la suite de l'intérêt manifeste, du point de vue commercial pour la pêche et la mise en conserve dans cette région; c) la présentation au Congrès des Etats-Unis d'Amérique d'un projet de loi visant à abaisser les droits de douane sur les conserves de poisson importées de Micronésie.

17. Le Conseil de tutelle exprime l'espoir que les plans visant à la création d'une station de recherche sur les ressources biologiques de la mer aux Palaos seront mis à exécution.

Industries

18. Le Conseil de tutelle se félicite des mesures prises en coopération avec la compagnie Air Micronesia pour assurer l'expansion de l'industrie touristique dans le Territoire, et notamment de la décision de construire une chaîne d'hôtels et de former des autochtones pour fournir à ces hôtels le personnel dont ils ont besoin.

Transports et communications

19. Le Conseil de tutelle se félicite des progrès importants accomplis dans le Territoire dans le domaine des transports aériens et de l'importante participation d'intérêts locaux dans la compagnie Air Micronesia. Le Conseil note également qu'en dépit de certaines améliorations des transports maritimes, la situation laisse encore à désirer dans certaines régions et invite donc instamment l'Autorité administrante à prendre les mesures nécessaires pour que les services de transport maritime correspondent aux besoins de l'économie en expansion du Territoire. Le Conseil prie aussi instamment l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'améliorer le réseau routier du Territoire.

IV. PROGRES SOCIAL

Situation sociale

20. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction l'adoption d'une loi de sécurité sociale pour les Micronésiens, qui concerne les employés du secteur privé ainsi que ceux du gouvernement.

Services médicaux et sanitaires

21. Le Conseil de tutelle se félicite des progrès accomplis dans le domaine de la santé publique. Il note en particulier la réorganisation du Département de la santé publique, la promotion de son Directeur au rang de ministre, la nomination d'un administrateur des hôpitaux et la préparation, avec le concours de l'Université d'Hawaii, de plans en vue d'un programme d'ensemble à long terme dans le domaine de la santé. Le Conseil note cependant la persistance d'une grave pénurie de personnel médical dans le Territoire et invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre ses efforts pour éliminer cette insuffisance.

Habitation

22. Le Conseil de tutelle note qu'il est nécessaire d'améliorer de toute urgence l'assistance au titre des habitations à bon marché et exprime l'espoir que l'Autorité administrante accordera une grande attention à des mesures telles que le projet de création d'un fonds de crédit pour les habitations à bon marché.

V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

23. Le Conseil de tutelle, ayant présentes à l'esprit ses observations précédentes selon lesquelles l'Autorité administrante a encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans le domaine de l'enseignement, prend note des progrès réalisés au cours de l'année écoulée. En particulier, le Conseil note avec plaisir que le bien-fondé de sa recommandation touchant le développement de la formation professionnelle a été confirmé par le rapport du Stanford Research Institute et que l'Autorité administrante prend déjà des mesures pour appliquer cette recommandation, en créant, par exemple, la nouvelle école professionnelle de Koror (Palaos).

Enseignement supérieur

24. Le Conseil de tutelle note que le Stanford Research Institute a recommandé la création d'une école préparatoire à l'enseignement supérieur (college). Le Conseil accueillerait certes avec satisfaction l'établissement d'une telle école, qui apporterait une contribution importante à l'enseignement supérieur micronésien, mais il espère que cette mesure ne sera considérée que comme un premier pas vers la création dans le Territoire d'un établissement d'enseignement supérieur (junior college), comme le Conseil l'a précédemment recommandé.

VI. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES
POUR L'ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE

25. Le Conseil de tutelle, rappelant les conclusions de la Mission de visite de 1967, suivant lesquelles le moment n'est pas très éloigné où le peuple micronésien s'estimera prêt à assumer la responsabilité de décider de son avenir, invite instamment l'Autorité administrante à prendre toutes les mesures possibles pour réduire la dépendance économique de la Micronésie par rapport aux Etats-Unis et pour préparer la population à l'autonomie ou à l'indépendance en l'associant plus étroitement à la direction de ses propres affaires et en poursuivant ses efforts pour l'aider à mieux comprendre les diverses possibilités qui s'offrent à elles dans les processus d'autodétermination.

26. Le Conseil réaffirme le droit inaliénable du peuple micronésien à l'autodétermination, y compris son droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à l'Accord de tutelle et aux résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960 de l'Assemblée générale.

27. Le Conseil accueille avec satisfaction les mesures prises en commun par le Congrès de la Micronésie et par l'Autorité administrante pour atteindre ces objectifs, à savoir : a) la création de la Status Commission du Congrès de la Micronésie et b) les initiatives déjà prises par le Président et le Congrès des Etats-Unis en vue de la création d'une Status Commission des Etats-Unis qui serait chargée d'étudier les conditions et les facteurs influant sur l'avenir politique de la Micronésie et de recommander une date en vue d'un plébiscite.

28. Le Conseil invite instamment l'Autorité administrante à poursuivre résolument ses efforts, en coopération étroite avec le Congrès de la Micronésie, en vue de préparer la population du Territoire à exercer son droit à décider de son avenir.